

Les crédits

les jeunes enfants à l'école, à savoir le programme L'École avant tout. On le cite en exemple dans tout le pays. Beaucoup de régions ont appuyé ce programme qui donne d'excellents résultats.

• (1100)

Nous avons aussi hérité du gouvernement précédent le programme Grandir ensemble. Nous ne rejetons rien de ce qui fonctionne. Nous nous efforçons de parfaire, de rajuster et d'améliorer les choses qui peuvent mieux fonctionner sous notre direction.

Nous avons désormais Service jeunesse Canada, qui sera en mesure de briser le cycle de la dépendance. Il va permettre aux jeunes de 18 à 24 ans de ne plus compter sur l'assurance-chômage ni sur l'aide sociale. Cela aura pour effet de les revaloriser.

Il y a aussi le Programme d'emploi d'été. Le ministre parlera tout à l'heure de ce programme très efficace. Ce programme s'adresse aux jeunes Canadiens qui sont en train de s'instruire et de se former et de travailler à l'heure actuelle. Il leur permettra de travailler d'avril à septembre. Ces jeunes veulent travailler et ils travaillent.

Nous avons aussi le programme proposé de stages. Je pourrais citer encore et encore les merveilleuses choses que nous voulons faire, mais le temps presse. Nous avons établi nos priorités. Nous avons pris un engagement. Nous avons considéré que ce sont des êtres humains qui subissent toute cette misère. Nous avons établi des plans concrets. Pour la première fois de toute l'histoire de notre pays, le gouvernement fédéral a décidé de mettre sur papier ce qu'il entend faire.

En ce qui me concerne plus particulièrement, nous sommes déterminés à aider les jeunes Canadiens. Et nous allons le faire au fil des mois. Je ne suis secrétaire d'État chargée de la Formation et de la Jeunesse que depuis novembre dernier et déjà, les jeunes m'inspirent. Ils sont bien informés et mûrs. Ils demandent qu'on leur donne une chance. Ce sont de futurs dirigeants et nous entendons collaborer avec eux.

[Français]

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, j'apprécie le discours de ma collègue ainsi que l'enthousiasme et la détermination qu'elle met à nous parler du programme pour les jeunes. Elle nous dit que les jeunes pourront quitter l'assurance-chômage pour s'inscrire à ce programme. Il faut bien comprendre qu'avec la réforme de l'assurance-chômage, ils ne quitteront pas l'assurance-chômage, ils n'en auront plus d'assurance-chômage.

Si les perspectives tracées dans ce fameux livre rouge sont si extraordinaires, expliquez-nous pourquoi, après seulement quelques mois, le premier ministre a été reçu comme il l'a été dans les Maritimes et à Shawinigan? Ce qui est clair pour les Canadiens et Canadiennes, c'est que vous avez fait des promesses et maintenant, on se retrouve avec certaines mesures bien

intentionnées, mais sans aucun rapport avec les problèmes réels et leur ampleur. Au fond, on a promis le paradis aux gens.

Souvenez-vous simplement ce qui s'est produit lorsque M^{me} Campbell a affirmé dans un débat qu'il y aurait 9 p. 100 de chômage à la fin du siècle. Elle a été traitée comme un paria. Eh bien, je vous recommande de lire le Budget de notre ministre des Finances. Que prévoit-il comme taux de chômage en 1996? Que prévoit-il comme taux de chômage en 1997? Que prévoit-il comme taux de chômage à moyen terme? On le saura au mois d'août.

La réalité, c'est qu'on fait face à des problèmes d'une très grande ampleur. Le Parti libéral a fait des promesses absolument irresponsables et maintenant, il se retrouve dans l'incapacité de livrer la marchandise par rapport aux promesses qu'il a faites.

Cette campagne électorale a été, je trouve, parfaitement irresponsable à l'égard des finances publiques. Il n'était pas nécessaire de couper dans les finances publiques, il fallait créer de l'emploi. Aujourd'hui, on se retrouve avec des coupures importantes, particulièrement ciblées sur les programmes sociaux, et avec des petites mesures sans aucune relation avec l'ampleur des problèmes. C'est cela, la déception de tous les gens.

Je comprends que pour un village particulier ou pour une petite région, un programme de l'ampleur de celui qui a été annoncé pourrait avoir de l'allure.

• (1105)

Lorsqu'on parle de mettre 25 millions en capital de risque pour les PME, c'est complètement ridicule. On se retrouve avec quelque chose comme 60 \$ par PME au Canada. C'est extraordinaire vingt-cinq millions! Si on donnait ce montant à une région en particulier, on pourrait le donner à un petit groupe de caisses populaires dans le sud-ouest de Montréal, par exemple, cela serait plus sensé. Vingt-cinq millions pour l'ensemble du Canada pour du capital de risque pour les PME, c'est simplement pour laisser aller l'imagination, mais cela n'a aucun rapport avec la réalité. C'est là le problème. On a plus d'un million de PME au Canada. À long terme on dit que c'est 200 millions, à court terme, 25 millions par année, 25 \$ par PME, c'est complètement ridicule.

Il n'y a aucun rapport entre les solutions que vous apportez et l'ampleur du problème. Pendant la campagne électorale, vous avez dépeint une situation qui deviendrait rose, or on se rend compte que la situation se détériore rapidement, et encore pire de plus en plus en ce qui a trait aux taux d'intérêt. Essayez de m'expliquer jusqu'à quel point les mesures dont vous parlez sont en rapport avec les problèmes.

[Traduction]

Mme Blondin-Andrew: Monsieur le Président, je suis heureuse de répondre au député qui a exprimé certaines préoccupations.